

Informations de base	
<b>2020/0145(COD)</b>	Procédure terminée
COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision) Règlement	
Paiements transfrontaliers dans l'Union. Codification	
Abrogation Règlement 2009/924 <a href="#">2008/0194(COD)</a> Modification <a href="#">2022/0341(COD)</a>	
<b>Subject</b>	
2.50.04.02 Monnaie et paiements électroniques, virements transfrontaliers	

Acteurs principaux			
Parlement européen	<b>Commission au fond</b>	Rapporteur(e)	Date de nomination
	JURI Affaires juridiques	MELCHIOR Karen (Renew)	11/01/2021
Conseil de l'Union européenne			
Commission européenne	<b>DG de la Commission</b>	<b>Commissaire</b>	
	Service juridique	VON DER LEYEN Ursula	

Événements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé
17/07/2020	Publication de la proposition législative	COM(2020)0323	 Résumé
23/07/2020	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture		
14/06/2021	Vote en commission, 1ère lecture		
16/06/2021	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture	A9-0202/2021	
23/06/2021	Décision du Parlement, 1ère lecture	T9-0302/2021	Résumé
13/07/2021	Adoption de l'acte par le Conseil après la 1ère lecture du Parlement		
14/07/2021	Signature de l'acte final		
14/07/2021	Fin de la procédure au Parlement		
30/07/2021	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques
-------------------------

Référence de la procédure	2020/0145(COD)
Type de procédure	COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision)
Sous-type de procédure	Codification
Instrument législatif	Règlement
Modifications et abrogations	Abrogation Règlement 2009/924 <a href="#">2008/0194(COD)</a> Modification <a href="#">2022/0341(COD)</a>
Base juridique	Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 114-p1
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 165
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	JURI/9/03554

<a href="#">Portail de documentation</a>				
<b>Parlement Européen</b>				
<b>Type de document</b>	<b>Commission</b>	<b>Référence</b>	<b>Date</b>	<b>Résumé</b>
Projet de rapport de la commission		<a href="#">PE693.563</a>	26/05/2021	
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		<a href="#">A9-0202/2021</a>	16/06/2021	
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		<a href="#">T9-0302/2021</a>	23/06/2021	<a href="#">Résumé</a>
<b>Conseil de l'Union</b>				
<b>Type de document</b>	<b>Référence</b>	<b>Date</b>	<b>Résumé</b>	
Projet d'acte final	<a href="#">00034/2021/LEX</a>	14/07/2021		
<b>Commission Européenne</b>				
<b>Type de document</b>	<b>Référence</b>	<b>Date</b>	<b>Résumé</b>	
Document de base législatif	<a href="#">COM(2020)0323</a> 	17/07/2020	<a href="#">Résumé</a>	
<b>Autres Institutions et organes</b>				
<b>Instiution/organe</b>	<b>Type de document</b>	<b>Référence</b>	<b>Date</b>	<b>Résumé</b>
EESC	Comité économique et social: avis, rapport	<a href="#">CES4216/2020</a>	02/12/2020	
ECB	Banque centrale européenne: avis, orientation, rapport	<a href="#">CON/2021/0003</a> <a href="#">JO C 065 25.02.2021, p. 0004</a>	25/01/2021	

<a href="#">Acte final</a>
Règlement 2021/1230 <a href="#">JO L 274 30.07.2021, p. 0020</a>

# Paiements transfrontaliers dans l'Union. Codification

2020/0145(COD) - 23/06/2021 - Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 670 voix pour, 1 contre et 22 abstentions, une résolution législative sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les paiements transfrontaliers dans l'Union (codification).

Le Parlement a arrêté sa position en première lecture **en faisant sienne la proposition de la Commission** telle qu'adaptée aux recommandations du groupe consultatif des services juridiques du Parlement européen, du Conseil et de la Commission.

La proposition en question se limite à une codification pure et simple du règlement (CE) n° 924/2009 du Parlement européen et du Conseil, sans modification de sa substance.

## **Objet et champ d'application**

Le règlement établit des règles concernant les paiements transfrontaliers et la transparence des frais de conversion monétaire au sein de l'Union. Il s'applique aux paiements transfrontaliers qui sont libellés en euros ou dans les monnaies nationales des États membres qui ont notifié leur décision d'étendre l'application du règlement à leur monnaie nationale.

## **Frais applicables aux paiements transfrontaliers et aux paiements nationaux correspondants**

En vue d'assurer le bon fonctionnement du marché intérieur et de faciliter les échanges commerciaux transfrontaliers au sein de l'Union, le règlement codifié stipule que les **frais facturés** pour une opération transfrontière de paiement en euros réalisée au sein de l'UE devront être **identiques** à ceux d'une opération réalisée dans un État membre, dans la monnaie nationale de cet État membre.

## **Obligations de transparence**

Le règlement définit des obligations de transparence relatives aux pratiques de conversion de devises. Il prévoit par conséquent des mesures supplémentaires pour **protéger les consommateurs** du risque de frais excessifs pour les services de conversion monétaire et veiller à ce que les consommateurs soient parfaitement informés du montant des frais de change avant d'effectuer un paiement transfrontalier (par exemple, lorsqu'ils utiliseront leur carte à l'étranger, que ce soit pour retirer des espèces à un distributeur automatique de billets ou régler par carte à point de vente).

Pour **permettre la comparabilité**, les frais de conversion monétaire pour tous les paiements liés à une carte devront être exprimés de la même manière, à savoir sous la forme de marges de pourcentage sur les derniers taux de change de référence de l'euro disponibles émis par la Banque centrale européenne (BCE). Ces marges devront être communiquées au payeur avant l'initiation de l'opération de paiement.

## **Mesures destinées à faciliter l'automatisation des paiements**

En vue de faciliter l'automatisation des paiements, les banques devront, le cas échéant: i) communiquer à l'utilisateur le numéro identifiant international de compte de paiement (IBAN) de ce dernier ainsi que le code d'identification d'entreprise (BIC) de la banque; ii) indiquer sur les relevés de compte, ou dans une annexe des relevés, le numéro IBAN de l'utilisateur et le code BIC de la banque.

Le prestataire de services de paiement pourra facturer à l'utilisateur de services de paiement des frais supplémentaires si l'utilisateur lui demande d'exécuter un paiement transfrontalier sans lui communiquer le numéro IBAN et, le cas échéant le code BIC lié au compte de paiement situé dans l'autre État membre. Ces frais devront être appropriés et en rapport avec les coûts.

## **Procédures de réclamation**

Le règlement oblige les États membres à prévoir des procédures de réclamation en cas de violations du règlement, ainsi que des procédures efficaces de recours extrajudiciaires en vue du règlement des litiges. Des sanctions pourront être infligées en cas d'infraction.

# Paiements transfrontaliers dans l'Union. Codification

2020/0145(COD) - 17/07/2020 - Document de base législatif

**OBJECTIF** : établir des règles concernant les paiements transfrontaliers et la transparence des frais de conversion monétaire au sein de l'Union (codification du règlement (CE) n° 924/2009 du Parlement européen et du Conseil).

**ACTE PROPOSÉ** : Règlement du Parlement européen et du Conseil.

**RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN**: le Parlement européen décide conformément à la procédure législative ordinaire sur un pied d'égalité avec le Conseil.

**CONTEXTE** : dans un souci de clarté et de transparence du droit, l'objet de la présente proposition est de procéder à la codification du règlement (CE) n° 924/2009 du Parlement européen et du Conseil concernant les paiements transfrontaliers dans la Communauté, qui a été modifié à plusieurs reprises et de façon substantielle. Le nouveau règlement se substituera aux divers actes qui y sont incorporés; il en préserve totalement la substance et se borne à les regrouper en y apportant les seules modifications formelles requises par l'opération même de codification.

CONTENU : la proposition prévoit ce qui suit :

#### ***Frais applicables aux paiements transfrontières en euros***

Selon la proposition, le prix d'une opération transfrontière de paiement en euros réalisée au sein de l'UE ne devrait pas être différent de celui d'une opération réalisée dans un État membre, dans la monnaie nationale de cet État membre.

Afin de faciliter le fonctionnement du marché intérieur, la proposition énonce le principe selon lequel les prestataires de services de paiement doivent aligner les frais qu'ils perçoivent pour les paiements transfrontières en euros sur les frais qu'ils perçoivent pour des paiements nationaux comparables effectués dans la monnaie nationale de l'État membre dans lequel ils sont établis, y compris lorsque l'euro n'est pas la monnaie nationale de cet État membre.

#### ***Obligations de transparence***

La proposition définit des obligations de transparence relatives aux pratiques de conversion de devises. Elle prévoit par conséquent que les consommateurs devront être parfaitement informés du montant des frais de change avant d'effectuer un paiement transfrontalier (par exemple, lorsqu'ils utiliseront leur carte à l'étranger, que ce soit pour retirer des espèces à un distributeur automatique de billets ou régler par carte à point de vente).

Pour permettre la comparabilité, les frais de conversion monétaire pour tous les paiements liés à une carte devront être exprimés de la même manière, à savoir sous la forme de marges de pourcentage sur les derniers taux de change de référence de l'euro disponibles émis par la Banque centrale européenne (BCE). Ces marges devront être communiquées au payeur avant l'initiation de l'opération de paiement.

En vue de faciliter l'automatisation des paiements, les banques devront, le cas échéant : i) communiquer à l'utilisateur le numéro identifiant international de compte de paiement (IBAN) de ce dernier ainsi que le code d'identification d'entreprise (BIC) de la banque ; ii) indiquer sur les relevés de compte, ou dans une annexe des relevés, le numéro IBAN de l'utilisateur et le code BIC de la banque.

#### ***Respect des obligations***

La proposition oblige les États membres à prévoir des procédures de réclamation en cas de violations du règlement, ainsi que des procédures efficaces de recours extrajudiciaires en vue du règlement des litiges. Des sanctions pourraient être infligées en cas d'infraction.